

**Cercle de Coopération des
ONG de développement du
Luxembourg**

a.s.b.l.
13, av. Gaston Diderich
L – 1420 Luxembourg

Tél : +352 26 02 09 11
Fax : +352 26 02 09 26

www.cercle.lu
info@cercle.lu



*Pour un monde
solidaire et
responsable*

A l'attention de
Mars Di Bartolomeo,
Président de la Chambre des députés

Luxembourg, le 17 novembre 2015

Lettre ouverte : « Méi Fair Politics fir méi Impakt »

Monsieur le Président,

Dans le cadre de notre **campagne « Fair Politics »**, à travers laquelle nous souhaitons **soutenir et renforcer la politique de coopération luxembourgeoise en insistant que les efforts de cette coopération ne doivent pas être contrecarrés par d'autres politiques**, nous vous remettons la « question populaire » qui, selon un sondage en ligne que nous avons réalisé ces derniers jours, a été jugée être la plus urgente¹ à traiter par le Gouvernement. Il s'agit d'une question populaire en lien avec **les achats publics** :

« Quelles mesures concrètes le gouvernement prendra-t-il afin de garantir que l'Etat et ses administrations consomment de manière plus équitable et ne contribuent pas avec leurs achats à l'exploitation des ressources primaires et humaines dans les pays en développement ? »

Alors que le gouvernement luxembourgeois investit 1% du revenu national brut dans la coopération au développement (ce qui est tout à fait exemplaire), il est inacceptable qu'il achète des produits qui favorisent l'exploitation de la nature et de l'Homme, voire le travail des enfants, dans les pays du Sud. L'intégration de critères écologiques, sociaux et éthiques dans les marchés publics est indispensable afin de promouvoir un développement durable.

¹ Cette question a reçu 2/3 des votes, soit 105 sur 158. Les deux autres questions proposées étaient en lien avec la politique financière et la politique agricole du Luxembourg.

Évitons de donner avec une main et reprendre avec l'autre !

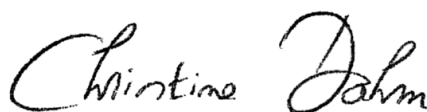
Les « Fair Politics », c. à d. la **cohérence des politiques pour le développement est donc une préoccupation pour une partie de la population luxembourgeoise et nous encourageons la Chambre et ses députés de s'emparer du sujet. Ainsi, nous souhaitons que la Chambre des députés porte ces préoccupations à l'attention du gouvernement** – moyennant des motions, des questions parlementaires ou autres mécanismes démocratiques.

A côté de cette « question populaire » sur les achats publics il existe d'autres questions en lien avec la cohérence des politiques pour le développement qui sont tout aussi pertinentes, comme celles citées dans le baromètre FairPolitics². Au-delà de ces thématiques, le Cercle de Coopération a publié en octobre **un avis avec un état des lieux sur la mise en œuvre de la cohérence des politiques pour le développement au Luxembourg et des recommandations** envers le gouvernement et la Chambre des députés. Nous joignons à cette lettre une copie de cet avis qui a été partagé avec le président de la Commission des Affaires étrangères.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués.



Armand Drews
Président



Christine Dahm
Directrice

² Cf. www.fairpolitics.lu